

# **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

RESTRICTED

**WT/TPR/G/49**

9 octobre 1998

(98-3894)

---

**Organe d'examen des politiques commerciales**

Original: anglais

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

### **TRINITÉ-ET-TOBAGO**

#### **Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement de la Trinité-et-Tobago est reproduite ci-après.

---

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Trinité-et-Tobago.



**TABLE DES MATIERES**

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>II.</b>	<b>POLITIQUE ET ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUES .....</b>	<b>4</b>
<b>III.</b>	<b>POLITIQUE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT</b>	
	<b>– TOUR D'HORIZON.....</b>	<b>7</b>
<b>IV.</b>	<b>POLITIQUE INDUSTRIELLE ACTUELLE.....</b>	<b>9</b>
<b>V.</b>	<b>POLITIQUE AGRICOLE .....</b>	<b>9</b>
<b>VI.</b>	<b>DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR</b>	
	<b>– NÉGOCIATIONS, ETC.....</b>	<b>10</b>
<b>VII.</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>15</b>

## **I. INTRODUCTION**

1. Avant les années 80, la Trinité-et-Tobago pratiquait une politique d'industrialisation fondée sur la substitution des importations, avec une stratégie consistant à utiliser la main-d'œuvre relativement bon marché, et l'investissement local et étranger, la mise en œuvre d'un régime d'incitations fiscales comportant des exonérations d'impôt temporaires et des avantages tarifaires, ainsi qu'un système de restrictions quantitatives prenant la forme d'une "liste négative". Bien que cette stratégie ait entraîné une certaine croissance de la capacité de production du pays, il n'y a pas eu de véritable diversification ou transformation de sa base de production.

2. Par la suite, au cours des années 80, grâce à une manne de revenus substantiels résultant de l'augmentation du prix du pétrole sur le marché international, la politique d'industrialisation s'est concentrée sur la diversification et la transformation de l'économie, dans une large mesure par l'investissement dans le secteur de l'énergie. Des initiatives ont également été prises pour stimuler le développement du secteur manufacturier non pétrolier, l'accent étant mis sur les exportations.

3. Ces initiatives de développement du secteur manufacturier non pétrolier au moyen d'un régime de libéralisation des échanges ont été dans une large mesure renforcées par le Programme d'ajustement structurel (PAS) que le gouvernement a lancé en 1990. Dans le contexte du PAS, le Programme de réforme du commerce a été spécialement conçu pour favoriser une amélioration de l'efficacité des entreprises locales, l'expansion de la production orientée vers l'exportation dans le secteur manufacturier, les services, le tourisme et l'agriculture, une compétitivité internationale accrue et à une augmentation des recettes d'exportation, autant d'éléments qui contribueraient à une croissance soutenue, à la création d'un plus grand nombre d'emplois et à une amélioration générale du niveau de vie dans le pays.

4. Le Programme de réforme du commerce vise essentiellement à transformer le régime de commerce tourné vers l'intérieur en un régime ouvert, fondé sur le principe d'une croissance tirée par les exportations et le développement d'un régime d'investissement doté d'un cadre juridique, réglementaire et institutionnel amélioré, le but étant de rendre l'économie plus attrayante pour l'investissement local et étranger axé sur l'exportation.

5. Dans ce contexte de réformes, le secteur privé devrait devenir le premier créateur de croissance et de développement économiques. Le rôle de l'État, par contre, a été redéfini comme un rôle de promoteur et de catalyseur du développement commercial et industriel.

6. Le Programme de réforme du commerce se divise en six grands domaines d'activités, à savoir la libéralisation des échanges, le renforcement de la compétitivité, les programmes sectoriels, les possibilités d'accès aux marchés, le programme de zones franches et enfin les mesures et structures institutionnelles d'appui.

7. Ces mesures de politique commerciale ont été complétées par une refonte de la législation concernant les finances, le budget et l'investissement, avec notamment la suppression du contrôle des changes et le flottement de la monnaie.

## **II. POLITIQUE ET ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUES**

8. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago applique depuis 1989 un programme économique global visant à restructurer l'économie et à retrouver le chemin d'une croissance auto-entretenu et non inflationniste. Les politiques monétaire, budgétaire et commerciale et la politique en matière d'investissement ont toutes été conçues dans le but de stabiliser et diversifier l'économie.

9. La politique budgétaire s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme d'ajustement structurel macro-économique. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago continue à suivre une stratégie prudente en la matière. Cette stratégie, associée à la restructuration administrative des services de recouvrement de l'impôt, a abouti à une diminution globale du déficit budgétaire. La balance des paiements courants de l'administration centrale enregistre depuis cinq ans un excédent, ce qui contribue à améliorer l'épargne intérieure et à réduire l'écart entre l'investissement et l'épargne.

10. La politique monétaire poursuivie a pour objectif prioritaire le maintien de la stabilité des taux de change et la consolidation des réserves de devises du pays. Le taux de change a été libéralisé en 1993, et depuis lors la Trinité-et-Tobago a adopté un taux de change flottant, puis supprimé le contrôle des changes sur les opérations courantes et les mouvements de capitaux. La Banque centrale compte désormais sur la gestion des liquidités et la politique des taux d'intérêt pour atteindre son objectif principal qui est un taux d'inflation stable et peu élevé. Les autorités monétaires utilisent de plus en plus les opérations d'open market pour gérer les liquidités et réduisent peu à peu la dépendance à l'égard des réserves obligatoires. Le recours aux opérations d'open market devrait abaisser le coût de l'intermédiation financière, et de ce fait le loyer de l'argent.

11. Ces mesures se sont accompagnées de réformes législatives et institutionnelles dans le secteur financier, visant à faciliter la transformation du marché intérieur des capitaux. Les textes suivants de la législation financière ont fait l'objet de révisions et d'amendements:

- i) Loi sur la Banque centrale;
- ii) Loi sur les institutions financières;
- iii) Loi sur le secteur boursier;
- iv) Loi sur les sociétés.

12. La Commission des titres et des opérations de bourse (Securities and Exchange Commission) a été créée en avril 1997 pour superviser et réglementer l'administration de la Bourse des valeurs du pays et pour promouvoir l'utilisation de ce système comme source de capitaux de démarrage pour les entreprises.

13. Le gouvernement a par ailleurs mis l'accent sur l'apport de capitaux pour le développement du secteur des petites entreprises, qui est un préalable indispensable au développement équilibré de l'économie du pays. Il est évident que ce secteur continuera à constituer le socle de l'économie de la Trinité-et-Tobago en fournissant des produits et des services et, surtout, en donnant aux petits investisseurs la possibilité d'accéder au marché local.

14. Compte tenu de ces objectifs, le gouvernement a élargi la gamme des incitations fiscales proposées au secteur des petites entreprises. Ces incitations, décrites dans la présentation du budget de 1998, sont notamment les suivantes:

- i) le relèvement du plafond de garantie des emprunts pour le financement des petites entreprises;
- ii) l'augmentation du seuil de la valeur des actifs à ne pas dépasser pour être admise, en tant que petite entreprise, à bénéficier de l'aide de la Société de développement des petites entreprises, porté de 500 000 à 1,5 million de dollars;

- iii) l'accroissement de la dotation annuelle de l'État à la SBDC, portée à 8 millions de dollars.

15. Ces mesures ont immédiatement porté leurs fruits, si l'on en juge par les chiffres fournis par la Société de développement des petites entreprises, qui indiquent que les demandes de prêts ont augmenté de 30 pour cent entre janvier et mars 1998 par rapport à la même période de 1997. De fait, un total de 5 millions de dollars de garanties de prêt ont déjà été traités en 1998.

16. La Loi sur le capital-risque, d'introduction récente, permettra également de renforcer la capacité du secteur d'obtenir des apports financiers dont il a grand besoin. La Loi sur le capital-risque vise à promouvoir l'injection de capitaux propres dans les petites et moyennes entreprises sans les grever des charges financières excessives habituellement associées au financement des emprunts.

17. Tous ces éléments montrent à l'évidence que la politique économique du gouvernement vise particulièrement à promouvoir la croissance et le développement du secteur privé en créant un climat favorable aux activités d'investissement et de commerce. Le rôle du gouvernement a donc été transformé en un rôle de promoteur et de catalyseur du développement commercial et industriel.

18. La mise en œuvre du programme de réformes structurelles a eu un effet favorable sur l'économie. En 1997, l'économie trinitadienne a enregistré sa quatrième année consécutive de croissance. La production réelle connaît une croissance positive de 3 pour cent en moyenne depuis 1994 (tableau 1). Cette croissance a été alimentée par un accroissement des activités d'exploration et de production dans le secteur pétrolier et par l'expansion de la production du secteur non pétrolier. En 1997, de bons résultats ont été enregistrés dans les sous-secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction, de la distribution et du transport, alors que le secteur du tourisme a fait preuve d'un dynamisme accru. Cette amélioration des résultats montre bien que la politique de diversification de l'économie suivie par le gouvernement continue à porter ses fruits.

**Tableau 1: Indicateurs macro-économiques de l'économie de la Trinité-et-Tobago, 1989-1997**  
(millions de dollars TT et pour cent)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
PIB aux prix constants 1985	15 894,9	16 134,4	16 567,3	16 294,4	16 057,5	16 630,3	17 265,2	17 872,6	18 450,8
Taux de croissance	-0,8	1,5	2,7	-1,7	-1,5	3,6	3,8	3,5	3,2
Taux de chômage	22,4	20,0	18,5	19,6	19,8	18,4	17,2	16,3	15,0
Importations	5 188,0	5 370,4	7 084,8	6 101,1	7 495,3	7 811,7	11 363,3	12 989,1	18 705,9
Exportations	6 695,4	8 850,9	8 436,4	7 943,0	8 800,9	11 575,4	14 512,1	15 028,9	15 887,6
Réserves en devises	-434,3	187,5	3,4	-36,7	206,3	514,5	406,2	701,1	854,1
Taux d'inflation	11,4	11,0	3,8	6,5	10,8	9,4	5,4	3,3	3,7
Investissement direct	148,9	109,4	144,1	171,0	372,6	521,0	295,7	402,4	999,6

Source: Banque centrale de la Trinité-et-Tobago et Office central de statistiques.

19. La croissance économique a eu un effet positif à la fois sur le taux de chômage et sur le taux d'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen est en baisse, puisqu'il est passé de 11,4 pour cent en 1993 à 3,7 pour cent en 1997. Ce ralentissement de l'inflation s'explique en partie par la réduction ou la suppression des surtaxes à l'importation sur plusieurs catégories de biens d'équipement et de consommation.

20. Le taux de chômage a également beaucoup diminué, passant de 22,4 pour cent de la population active en 1989 à 15 pour cent en 1997. Dans l'ensemble, l'économie connaît une évolution positive.

### III. POLITIQUE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT – TOUR D'HORIZON

21. La politique commerciale de la Trinité-et-Tobago est présentée dans le document intitulé "Trade Policy for the Republic of Trinidad and Tobago 1997 – 2001". Comme nous l'avons dit, depuis 1991, le gouvernement met en œuvre un certain nombre de mesures afin de diversifier l'économie et de promouvoir une croissance et un développement durables ayant les exportations pour principal moteur. Ces programmes ont été lancés dans le cadre de la tendance à la libéralisation des échanges observée au niveau mondial et du développement croissant des grands blocs commerciaux.

22. Les principaux éléments du Programme de réforme du commerce sont:

- i) l'élimination de la liste négative des importations;
- ii) la réduction du Tarif extérieur commun sur les marchandises importées;
- iii) la suppression du contrôle des prix;
- iv) la suppression du droit de timbre sur les marchandises importées;
- v) l'informatisation des procédures douanières à l'importation et à l'exportation.

23. Le Programme de réforme du commerce est étroitement lié aux initiatives visant à attirer l'investissement étranger et à faciliter le développement de l'appareil de production du pays. Il est évident que le décolllement de l'économie exige au préalable la constitution d'une réserve substantielle de capitaux, lesquels serviraient à alimenter l'investissement dans le secteur privé. Ces capitaux pourraient provenir aussi bien de sources intérieures qu'extérieures.

24. On sait que les investisseurs étrangers et, dans une certaine mesure les investisseurs locaux, peuvent investir leurs fonds dans n'importe quel pays du monde, en particulier par les moyens de communication électroniques. Dans ce contexte, il est essentiel que la Trinité-et-Tobago crée un environnement favorable à l'investissement, en particulier par la mise en place d'un système d'incitations approprié.

25. C'est pourquoi l'action en matière d'investissement se caractérise de la façon suivante:

- i) la création d'un climat plus favorable aux investisseurs dans l'économie du pays. Le gouvernement s'efforcera donc de mettre en valeur les réformes entreprises récemment pour que les investisseurs étrangers en prennent connaissance. À cette fin, la Loi sur les investissements étrangers sera modifiée, le but étant de lui donner un caractère plus incitatif et moins régulateur. À cet égard, un projet de loi sur la promotion de l'investissement a été élaboré par le Conseil parlementaire principal, et fait à présent l'objet d'un examen au Comité interministériel, à la suite de quoi il sera examiné par le Comité d'examen législatif avant d'être proposé au Parlement. Si ce projet est adopté, il deviendra la Loi sur la promotion de l'investissement, qui remplacera la Loi sur l'investissement étranger en vigueur actuellement;

- ii) un effort continu de la part du gouvernement pour réduire le nombre et la complexité des formalités à suivre pour les opérations d'investissement et les transactions commerciales, le but étant de les rendre aussi simples et aussi transparentes que possible;
- iii) enfin, le gouvernement utilisera les ressources de ses missions à l'étranger et autres organismes connexes pour promouvoir le pays dans le but d'attirer des investissements.

26. Compte tenu de ces grandes orientations, certains textes législatifs importants touchant à l'investissement ont été soit révisés soit modifiés. C'est le cas de la Loi sur les incitations fiscales et de la Loi sur la taxe à la valeur ajoutée.

27. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a également créé un système renforcé d'aides à l'investissement. Les principales incitations offertes aux investisseurs sont les suivantes:

- exonération temporaire d'impôt, totale ou partielle, au titre de la Loi sur les incitations fiscales, accordée aux projets industriels approuvés;
- exonération de l'impôt sur les sociétés concernant les bénéfices et les dividendes (au titre de la Loi sur les incitations fiscales et de la Loi sur le développement du secteur hôtelier);
- dispositions concernant la couverture des pertes;
- subventions à la formation pour l'acquisition de nouvelles compétences;
- création de sites industriels et développement des installations industrielles;
- aides à l'exportation et aide à la promotion et au développement;
- assurance des crédits à l'exportation;
- allègement de la double imposition;
- exonération de la taxe à la valeur ajoutée sur les intrants pour les sociétés exportant 100 pour cent de leur production.

28. Le gouvernement a également abaissé le plafond de l'impôt sur les sociétés de 40 à 35 pour cent, afin de réduire les charges des entreprises.

#### *Programme de zones franches*

29. Le programme de zones franches est un autre élément essentiel des efforts faits pour attirer les investisseurs étrangers. Il vise à attirer des entreprises à vocation exportatrice qui, dans d'autres conditions, ne s'implanteraient pas à la Trinité-et-Tobago. Les avantages liés à l'implantation dans une zone franche sont notamment les suivants:

- exemption totale des droits de douane sur les biens d'équipement, les pièces détachées, les matières premières, etc., destinés à la construction et à l'équipement des locaux en rapport avec l'activité approuvée;
- pas de formalités de licences d'importation ou d'exportation;
- pas d'impôts fonciers ou immobiliers;
- pas de restrictions en matière de devises ou de propriété des biens;
- exonération de l'impôt sur les sociétés et des retenues à la source sur les bénéfices ou les gains tirés des activités approuvées installées dans la zone franche et de la taxe professionnelle sur les ventes;
- pas de TVA sur les marchandises fournies aux entreprises de la zone franche.



30. Le programme de zones franches de la Trinité-et-Tobago a évolué de manière très différente par rapport aux autres programmes de ce genre appliqués dans les Caraïbes et a créé ce faisant un outil de développement économique présentant des caractéristiques particulières, notamment le fait que toute l'infrastructure est actuellement fournie par des investisseurs privés et que les emplois créés sont généralement de bonne qualité. Ce programme devient progressivement autonome et devrait finalement réduire sensiblement sa dépendance à l'égard du Trésor. Le système des zones franches restera un élément essentiel de la stratégie d'exportation du pays.

31. Ces efforts seront complétés par une série de stratégies et de mesures importantes, y compris l'obtention de meilleures conditions d'accès aux marchés de certains pays pour les biens et services d'origine locale, essentiellement par un processus de négociations.

#### **IV. POLITIQUE INDUSTRIELLE ACTUELLE**

32. La politique industrielle de la Trinité-et-Tobago est axée essentiellement sur le développement du secteur manufacturier non pétrolier, des services non financiers et des petites entreprises. Elle vise à créer un secteur non pétrolier élargi, diversifié et tourné vers l'exportation. Les objectifs de cette politique sont les suivants:

- générer une croissance économique soutenue et un développement équilibré et intégré;
- encourager un accroissement des investissements dans les activités de production tournées vers l'exportation;
- élargir la gamme des activités commerciales dans le secteur non pétrolier;
- créer des possibilités d'emploi permanent;
- accroître les recettes d'exportation du secteur non pétrolier;
- faire en sorte que le développement économique du pays ne se fasse pas aux dépens de l'environnement;
- atténuer les conséquences des faillites;
- contribuer à la réalisation de l'objectif du pays en matière de sécurité alimentaire.

33. À l'appui de ce programme, différentes stratégies et mesures seront mises en œuvre afin d'aider le secteur des entreprises dans ses efforts de restructuration, et par là même de permettre au secteur non pétrolier de se tourner davantage vers l'exportation. Ces stratégies et mesures concernent les domaines suivants: investissement; mise en valeur des ressources humaines; finances; information commerciale; réforme des institutions et de la réglementation.

#### **V. POLITIQUE AGRICOLE**

34. Conformément à l'objectif de libéralisation du commerce dans tous les secteurs de l'économie, le gouvernement a mis en œuvre un certain nombre de réformes concernant l'agriculture, notamment:

- i) conversion des mesures non tarifaires de restriction des importations (liste négative, monopole d'État) en mesures tarifaires équivalentes compatibles avec l'Accord sur l'agriculture du GATT de 1994 et extension et renforcement de la libéralisation des échanges et des prix dans le secteur agricole;
- ii) réduction progressive de la dispersion des taux de droits et de leur niveau moyen afin d'améliorer les aides à l'agriculture en fonction de l'avantage comparatif et de faire profiter les consommateurs de l'accès amélioré au marché et du coût moins élevé des denrées alimentaires;

- iii) dans le cadre de l'établissement de structures tarifaires, maintien d'un régime de commerce ouvert et transparent pour l'agriculture, l'intervention de l'État étant réduite à un minimum;
- iv) modération des paiements directs et des subventions aux producteurs, conformément à l'Accord du GATT de 1994, et politique budgétaire prudente; et
- v) restructuration et désengagement de l'État des entreprises publiques. Caroni (1975) Ltd., qui est une entreprise publique, est le seul producteur de sucre du pays. Un des grands objectifs du gouvernement est de rendre cette entreprise viable financièrement. Caroni (1975) Ltd. va être réorganisée pour que sa gestion et son fonctionnement deviennent plus efficaces. L'entreprise s'est engagée à mettre en œuvre des changements visant à réduire ses coûts par la compression des effectifs, un recours accru à la production privée de canne à sucre, l'amélioration de la production de canne à sucre et un meilleur rendement au niveau de la fabrication.

## **VI. DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR – NÉGOCIATIONS, ETC.**

35. L'un des principaux objectifs du Programme de réforme du commerce mis en œuvre par le gouvernement de la Trinité-et-Tobago est la création d'une base de production élargie, diversifiée et tournée vers l'exportation dans le secteur non pétrolier de l'économie. Cette initiative sera complétée par un ensemble de stratégies et de mesures importantes, parmi lesquelles figure en bonne place l'obtention de meilleures conditions d'accès aux marchés de certains pays pour les biens et services d'origine locale, essentiellement par un processus de négociations.

36. C'est pourquoi les stratégies d'accès aux marchés de la Trinité-et-Tobago seront sans aucun doute influencées par le processus de libéralisation et de mondialisation de l'économie. Cette évolution de l'économie internationale a entraîné la formation de grands blocs économiques, et a contraint des pays comme la Trinité-et-Tobago à apprendre les règles du jeu pour pouvoir exploiter efficacement les nombreuses possibilités offertes aux exportateurs locaux maintenant que les droits de douane et autres obstacles habituels au commerce ont été réduits dans des proportions importantes.

37. La multiplication de ces différents blocs commerciaux a obligé la Trinité-et-Tobago à accélérer le rythme de son intégration sous peine de se trouver marginalisée du simple fait du volume d'échanges et d'investissement que représentent ces blocs commerciaux, aux dépens des producteurs locaux.

38. À cet égard, il est important de noter que les marchés traditionnels de la Trinité-et-Tobago, en dehors de la CARICOM, se situent dans l'Union européenne et sur le continent américain. Les marchés non traditionnels se situent dans des blocs économiques comme le MERCOSUR, la Communauté andine, le Marché commun d'Amérique centrale et l'Association des nations du pays du Sud-Est, entre autres. Dans ce contexte, la Trinité-et-Tobago doit impérativement développer sa production destinée à l'exportation en vue de soutenir efficacement la concurrence sur le marché international. Dans cette perspective, la Trinité-et-Tobago a retenu deux axes de développement des possibilités d'accès aux marchés. Le gouvernement s'efforce d'un côté d'accroître la part de marché réservée aux produits non traditionnels sur les marchés traditionnels, en particulier lorsque des dispositifs préférentiels d'accès aux marchés existent, par exemple la Convention de Lomé, l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes (IBC) et le CARIBCAN, sur le court ou le moyen terme, tout en essayant de façon continue et dynamique de pénétrer sur les marchés non traditionnels.

39. Il est donc important de relever qu'alors même que le gouvernement de la Trinité-et-Tobago s'emploie activement à faire en sorte que les objectifs de politique commerciale nationaux soient atteints, les réalités de la configuration de l'économie mondiale font que, dans la plupart des cas, la négociation des conditions d'accès aux marchés se déroule dans un cadre interrégional ou de bloc à bloc. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit même avant le Cycle d'Uruguay en ce qui concerne la Convention de Lomé, l'IBC et les accords concernant les Caraïbes, qui ont été négociés avec la CARICOM, et aussi les accords existants entre la CARICOM, le Venezuela, la République dominicaine et la Colombie, ainsi que les négociations en cours relatives à la zone de libre-échange des Amériques. La nécessité de négociations interbloc dans l'environnement actuel de la période postérieure au Cycle d'Uruguay pourrait s'accroître avec le temps.

*Négociations entre la Trinité-et-Tobago et les pays tiers*

40. Les relations de la Trinité-et-Tobago avec les pays tiers se fondent sur la reconnaissance de l'exiguïté et du degré d'ouverture limité de son marché intérieur et des marchés de la CARICOM, et sur le principe que la croissance et l'expansion de la base de production locale passent par la pénétration de marchés étrangers.

41. Comme nous l'avons dit, la Trinité-et-Tobago est un État membre de la CARICOM, dont l'objectif est la conclusion d'accords de libre-échange réciproques avec les pays d'Amérique latine et les pays de la région caraïbe qui ne font pas partie de la CARICOM.

42. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'entreprendre des négociations avec les pays tiers sur la base des considérations suivantes:

- i) l'efficacité et les capacités de production accrues des producteurs locaux leur permettraient de tirer parti des possibilités d'exportation vers les marchés latino-américains;
- ii) la proximité géographique des marchés d'Amérique latine et de la région caraïbe hors CARICOM;
- iii) les accords réciproques d'accès aux marchés dont la négociation est envisagée ouvriront de plus vastes possibilités d'exportation vers les marchés d'Amérique latine et des Caraïbes hors CARICOM pour les exportateurs locaux;
- iv) du fait de la dimension de certains pays latino-américains et de la diversité des segments économiques, des créneaux commerciaux pourraient apparaître pour des produits locaux;
- v) possibilité d'accords de coproduction et de coentreprise avec des entrepreneurs d'Amérique latine et des Caraïbes hors CARICOM utilisant la Trinité-et-Tobago comme plate-forme de production pour accéder à des marchés, en particulier à ceux qui font partie des systèmes préférentiels de l'IBC, des Caraïbes et de la Convention de Lomé;
- vi) approvisionnement en matières premières à un coût intéressant pour les entreprises locales, ce qui contribuerait à la compétitivité des produits locaux tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation;

- vii) possibilités d'explorer le potentiel de développement du commerce d'exportation vers l'Amérique latine et les Caraïbes hors CARICOM dans le secteur des services.

43. Par ailleurs, la Trinité-et-Tobago a, comme ses partenaires de la CARICOM, conclu des accords réciproques de libre-échange avec la Colombie et la République dominicaine et s'efforcera de conclure des accords du même type avec les groupements régionaux de la zone andine, d'Amérique centrale et du MERCOSUR. Des négociations bilatérales directes en matière de libre-échange seront prochainement engagées avec certains pays tels que le Mexique, le Costa Rica et le Panama.

*Rôle de la Trinité-et-Tobago dans le Marché unique de la CARICOM*

44. La Trinité-et-Tobago participe activement aux efforts de la CARICOM visant à créer un Marché unique, projet qui a été accéléré à la suite d'événements internationaux tels que le projet de mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques et d'autres avancées de la mondialisation.

45. Le Marché unique permettra à la CARICOM d'utiliser au mieux ses ressources financières et économiques limitées afin de renforcer son influence économique sur le processus extérieur de négociations commerciales.

*Accords ALENA/IBC et CARIBCAN*

46. La Trinité-et-Tobago fait partie des bénéficiaires des accords préférentiels IBC et CARIBCAN. L'Accord IBC accorde un accès en franchise de droits sur le marché des États-Unis aux exportations de certains pays des Caraïbes et d'Amérique centrale. Le CARIBCAN offre des avantages comparables aux exportations de la région caraïbe sur le marché canadien. Un certain nombre de produits sont exclus du traitement préférentiel. Le méthanol et l'huile de lubrification ont été inclus dans le CARIBCAN en 1998. Ces produits ont une importance vitale pour la Trinité-et-Tobago.

47. Il faut remarquer qu'avec la création de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'accès préférentiel accordé au Mexique sur les marchés du Canada et des États-Unis pour les produits qui ont été exclus des Accords IBC et CARIBCAN pourrait réduire les avantages dont bénéficient actuellement la Trinité-et-Tobago et d'autres pays aux termes de ces accords.

48. En outre, il est tout à fait possible que des investisseurs étrangers actuellement installés à la Trinité-et-Tobago et fabriquant des produits exclus des Accords IBC et CARIBCAN essaient de s'implanter au Mexique pour profiter des avantages de l'accès aux marchés de l'ALENA. Cette forme de détournement des investissements a déjà été observée avec la réimplantation au Mexique de certains établissements étrangers installés dans des pays du CARIBCAN.

49. Ce détournement du commerce et de l'investissement pourrait se traduire par des pertes d'emplois et, une certaine désorganisation de l'économie. Étant donné son potentiel de production, la Trinité-et-Tobago n'est pas actuellement touchée de façon importante comme le sont d'autres pays bénéficiaires au titre de l'IBC et du CARIBCAN.

50. En vue d'atténuer les effets éventuellement néfastes de l'avantage relatif dont jouit le Mexique du fait de son appartenance à l'ALENA, la Trinité-et-Tobago s'est jointe à ses partenaires de la CARICOM pour essayer d'obtenir la "parité avec l'ALENA", ou une révision de l'IBC, notamment pour inclure les produits qui sont actuellement exclus, afin de placer les exportateurs de la CARICOM sur un pied d'égalité avec leurs homologues mexicains.

*Zone de libre-échange des Amériques*

51. Conformément à sa politique commerciale, le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a participé activement à la phase préparatoire du processus de négociation de la Zone de libre-échange des Amériques aux niveaux ministériel et vice-ministériel et au sein des groupes de travail. Il est prêt à participer à la deuxième phase de négociation de façon plus focalisée, dans le cadre d'un effort coordonné de la CARICOM, afin de veiller à ce que les intérêts du pays et ceux du groupement régional, en particulier dans la mesure où il s'agit d'économies de dimension limitée, soient défendus dans le processus de négociation. L'effort de négociation du pays sera d'autant plus important qu'il a été désigné pour assurer la vice-présidence du Groupe de négociation sur la politique de la concurrence de la Zone de libre-échange des Amériques.

*La Convention de Lomé (Lomé IV)*

52. La Trinité-et-Tobago bénéficie de l'accès préférentiel en franchise de droits accordé aux produits locaux en application des dispositions de la Convention de Lomé. Des négociations sont actuellement en cours entre l'Union européenne et les pays ACP, y compris la Trinité-et-Tobago, au sujet d'un accord qui succèdera à Lomé IV.

53. La Trinité-et-Tobago a participé récemment au lancement des négociations sur un accord qui ferait suite à Lomé IV. À cette réunion, conjointement avec d'autres États ACP, elle a élaboré une stratégie de négociation fondée sur les éléments suivants:

- i) les États ACP devront continuer à négocier l'accord appelé à succéder à Lomé IV en tant que bloc unifié;
- ii) il faudra reconnaître que certains États ACP sont plus petits et plus vulnérables et doivent se voir accorder un traitement différencié;
- iii) extension des accords d'accès préférentiel pour l'entrée des produits ACP sur le marché européen;
- iv) suppression ou réduction des pratiques restrictives et des barrières non tarifaires dans l'Union européenne en ce qui concerne les règles d'origine, les obstacles techniques au commerce et les mesures phytosanitaires.

*Accords d'encouragement du commerce*

54. L'un des éléments essentiels de la politique commerciale de la Trinité-et-Tobago est la négociation des accords de protection des investissements étrangers, appelés Traités bilatéraux relatifs à l'investissement, qui ont été conclus avec différents pays en vue de maximiser les avantages qui pouvaient découler de ses liens en matière de commerce et d'investissement avec des partenaires commerciaux extérieurs à la région. La Trinité-et-Tobago a ainsi conclu des Traités bilatéraux relatifs à l'investissement avec le Canada, le Royaume-Uni, la France et les États-Unis. Des accords avec l'Allemagne, le Venezuela et l'Argentine sont en cours de négociation.

55. Un Accord sur les droits de propriété intellectuelle a été conclu avec les États-Unis, et il est envisagé actuellement de conclure des accords du même type avec d'autres pays. Ces accords donneront une certaine sécurité aux investisseurs potentiels et aux fournisseurs de technologies, ce qui rendra le pays plus attrayant pour l'investissement.

56. La Trinité-et-Tobago a conclu des conventions de double imposition avec le Canada, le Danemark, la France, l'Italie, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Venezuela et la République fédérale d'Allemagne.

*Orientations futures*

57. Alors même que la mise en œuvre du Programme de réforme du commerce et des autres réformes dans ce domaine est déjà bien avancée, le gouvernement de la Trinité-et-Tobago continuera, pour définir sa politique future, à suivre l'évolution du système commercial international et s'efforcera de créer un espace économique pour ses fabricants et exportateurs locaux.

58. Compte tenu du fait que la participation efficace à des négociations extérieures suppose des ressources humaines, institutionnelles et financières considérables, le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a mis en place un mécanisme de négociation commerciale extérieure au niveau national, dont le principal élément est un comité de coordination technique constitué de représentants du secteur public et du secteur privé, qui procède à des consultations préparatoires en vue de présenter au gouvernement des recommandations sur les positions et les stratégies à adopter par les différentes équipes de négociateurs dans les différentes instances. Pour poursuivre la mise en œuvre de la politique du commerce extérieur du pays, plusieurs projets possibles ont été envisagés:

- i) poursuite des négociations sur l'extension des accords de commerce préférentiels existants, tels que l'IBC et le CARIBCAN;
- ii) poursuite des négociations sur la parité avec l'ALENA pour les pays de l'IBC;
- iii) détermination de la priorité à accorder aux relations avec l'Europe, étant donné que le nouvel accord qui succèdera à Lomé IV sera basé sur la réciprocité;
- iv) poursuite des efforts d'intégration au sein de la région des Caraïbes afin de pouvoir tirer parti de son influence lors de négociations extérieures, particulièrement au sujet de la Zone de libre-échange des Amériques;
- v) élaboration de stratégies visant à maximiser les avantages d'un marché de petite taille tout en acquérant un avantage concurrentiel sur le marché international.

*Programme et initiatives en matière de promotion des exportations*

59. À cet égard, le gouvernement se propose d'organiser et de coordonner un certain nombre d'activités de promotion.

60. Ces activités seront notamment:

- i) l'organisation de visites de producteurs et d'entrepreneurs trinidiens sur certains marchés à l'étranger;
- ii) l'organisation d'expositions de producteurs trinidiens sur les marchés cibles;
- iii) la participation de producteurs trinidiens à des foires générales ou spécialisées et à des expositions tenues dans des pays étrangers;

- iv) la création de postes d'attachés commerciaux dans les missions à l'étranger du gouvernement de la Trinité-et-Tobago.

*Pays d'Extrême-Orient*

61. La Trinité-et-Tobago est depuis de nombreuses années un importateur net vis-à-vis de nombreux pays d'Extrême-Orient, notamment l'Inde, le Japon, Singapour, Hong Kong, la Chine et la Corée. Ces pays sont membres du futur bloc de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique). De ce fait, le gouvernement considère les pays d'Extrême-Orient comme des créneaux possibles pour des produits non traditionnels et pour l'élargissement de la part de marché en ce qui concerne les exportations actuelles. Par ailleurs, ces pays sont considérés comme des sources potentielles d'investissement dans l'économie trinitadienne.

*Autres pays*

62. La République d'Afrique du Sud est en bonne place parmi les pays d'Afrique et du Moyen-Orient qui pourraient à l'avenir intéresser la mise en œuvre de la politique commerciale de la Trinité-et-Tobago. Outre les possibilités d'exportation, des investissements conjoints sur ces marchés pourraient être envisagés par les entrepreneurs trinitadiens pour gagner des parts de marché dans ces pays.

## VII. CONCLUSION

63. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago a formulé un plan d'action visant à faciliter l'intégration réelle de l'économie locale dans un environnement commercial mondialisé. Ce plan d'action, qui se reflète dans les politiques commerciales et industrielles intérieures, sera soutenu par un processus de négociation dynamique qui visera des pays spécifiques ainsi que des instances multilatérales telles que l'OMC et la Zone de libre-échange des Amériques.

64. Les objectifs fondamentaux seront la création de flux d'investissements, d'emplois et de courants d'échange accrus entre la Trinité-et-Tobago et ses partenaires commerciaux. La Trinité-et-Tobago est déterminée à jouer un rôle actif dans un environnement commercial mondialisé.

---